

Séminaire gouvernemental – Bilan des réformes

Jeudi 5 mai 2011

Depuis 4 ans le gouvernement a engagé un nombre considérable de réformes, plaçant la modernisation de la Justice au cœur de ses priorités, il lui a d'ailleurs consacré un effort budgétaire sans précédent dépassant les 7 milliards d'euros en 2011 – soit une hausse de près de 900 millions d'euros depuis 2007.

Les réformes étaient indispensables, difficiles parfois ; aujourd'hui, elles commencent à produire leurs effets.

1. Nous avons profondément modernisé l'institution judiciaire pour un meilleur service rendu au justiciable.

> Avec la réforme de la carte judiciaire, la justice a gagné en efficacité et en lisibilité : la répartition des juridictions, restée inchangée depuis 1958, est désormais plus cohérente. La réforme s'est accompagnée d'une vaste rénovation de l'immobilier de la Justice - indispensable à l'accueil du justiciable et pour l'accomplissement des missions des personnels de justice dans de bonnes conditions.

> Une politique plus active et plus dynamique d'accès au droit, nous permet de répondre plus efficacement aux besoins d'une population dont les attentes à l'égard de la justice sont de plus en plus fortes. 131 MJD et plus de 1000 points d'accès sont maintenant ouverts sur l'ensemble du territoire national.

> Une justice moderne c'est une justice dont les procédures et l'organisation sont lisibles et claires – la réforme de la représentation devant les cours d'appel ou celles de la répartition des contentieux constituent à cet égard des progrès incontestables. La dématérialisation et le recours à la visioconférence accompagnent cette évolution.

> Cette modernisation a aussi été celle des professions du droit : la France bénéficie d'un réseau de professionnels performants, offrant à nos concitoyens un haut niveau de sécurité juridique. En créant l'acte d'avocat, par exemple, la loi du 29 mars 2011 nous permet de franchir un nouveau pas en ce sens.

2. Confrontés à des formes de délinquance nouvelles ou plus dures, nous avons mené une politique pénale ambitieuse

> Nous avons tout mis en œuvre pour que les actes délictueux et criminels reçoivent une réponse pénale ferme et adaptée. Nos efforts ont porté leurs fruits : le taux de réponse pénale progresse, pour atteindre près de 88% (80.4% en 2007).

> Protéger nos concitoyens, c'est renforcer la lutte contre la récidive : nous avons ainsi développé des réponses nouvelles – comme les peines planchers (loi du 10 août 2007) ou la rétention de sûreté (loi du 25 juillet 2008).

> Prévenir la récidive, c'est aussi favoriser la réinsertion. Cet objectif est au cœur de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 qui exige une politique très active de rénovation de nos prisons afin de garantir des conditions dignes d'incarcération, et prévoit le développement de l'activité des détenus (les nouveaux établissements à réinsertion active que nous allons mettre en place en sont un parfait exemple).

> La justice doit aussi apporter des réponses claires aux victimes et les accompagner. Les bureaux d'aide aux victimes ont été fortement développés à cette fin et un soutien important a été apporté aux associations.

3. Les 4 ans qui viennent de s'écouler sont marqués par des progrès majeurs des libertés et de l'Etat de droit

> Des avancées emblématiques inscrites dans la réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008 marqueront durablement notre pays.

Avec la question prioritaire de constitutionnalité, le respect des droits et libertés constitutionnellement garantis fait l'objet d'un contrôle renforcé et élargi. Avec le Défenseur des droits, qui sera probablement l'Ombudsman le plus puissant d'Europe, les citoyens pourront faire valoir plus efficacement leurs droits. Enfin, nous avons ouvert la possibilité pour tout justiciable de saisir le CSM du comportement fautif d'un magistrat.

> Tout en préservant les besoins de l'enquête, la réforme de la garde à vue apporte un renforcement attendu des droits de la défense, garantissant notamment au gardé à vue l'assistance effective d'un avocat.

> Renforcer l'Etat de droit, c'est aussi garantir le respect de nos principes républicains. La loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public traduit cette volonté du gouvernement de défendre les règles essentielles du « vivre ensemble ».

4. Ces progrès de l'Etat de droit s'inscrivent dans une démarche plus globale de rééquilibrage des institutions et de modernisation de la démocratie

La révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 a permis de mieux encadrer l'action du pouvoir exécutif et de renforcer les pouvoirs du Parlement : je pense notamment au contrôle des nominations du Président de la République ; à la maîtrise partagée de l'ordre du jour ; au renforcement du pouvoir des commissions ; à l'affirmation des prérogatives parlementaires de contrôle et d'évaluation des politiques publiques.

D'autres chantiers devraient prochainement aboutir, je ne citerai que la participation des citoyens au fonctionnement de la justice, l'amélioration de la justice des mineurs, ou encore le contrôle du juge sur les hospitalisations sans consentement, actuellement en discussion au Parlement. D'autres sont en cours comme la réforme du droit des contrats – dont le travail préparatoire vient de s'achever et qui pourrait permettre de rendre notre droit plus lisible et mieux adapté aux réalités sociales et économiques.